



GENERAL ASSEMBLY
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ASSEMBLEIA GERAL
جمعية عمومية

Creating African Futures in an Era of Global Transformations:

Créer l'Afrique de demain dans un contexte de transformations mondialisées :

Criar Futuros Africanos numa Era de Transformações Globais:

بعث أفريقيا الغد في سياق التحولات المعولمة :

Démondialiser le secteur minier pour développer l'Afrique



CODESRIA

08 - 12 June / Juin 2015

Dakar, Senegal



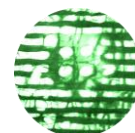
Introduction

Le terme de « demondialisation » développé par Walden Bello, largement récupéré Arnaud de MONTEBOURG comme thème de la campagne présidentielle en France, n'a pas semblé trouver large écho dans le monde académique et pourtant, c'est au sujet du redressement de l'économie française qu'il l'envisageait. Les entreprises multinationales ou transnationales font partie du paysage économique depuis de nombreuses décennies, mais l'ordre économique mondial actuel, qui privilégie la libéralisation commerciale et la mondialisation de l'économie et qui considère de plus en plus les pays hôtes comme des lieux d'extraction des matières premières tandis que la transformation et tous les bénéfices liés à l'exploitation des ressources minières servent les pays d'origines.

Dans un sens courant, la démondialisation est un concept prônant une nouvelle organisation de l'économie mondiale. Elle prend en compte l'augmentation des interdépendances humaines dans le monde mais s'efforce de les soustraire à la domination de la globalisation financière et du libre-échange. Elle vise à rendre plus juste, sociale et écologique l'organisation économique mondiale grâce à de nouvelles règles endiguant les effets néfastes du libre-échange et du néo-libéralisme. Elle tend à mieux articuler la décision prise dans le cadre civique à l'action au niveau international ([http://fr.wikipedia.org/wiki, Kinshasa, le 13 : 2014](http://fr.wikipedia.org/wiki,Kinshasa,le13:2014)). Pour Arnaud Montebourg, la principale solution aux effets négatifs de la mondialisation est de mettre en place un protectionnisme aux frontières de l'Union européenne. Non pas un « protectionnisme haineux et revanchard de l'extrême droite » mais un « protectionnisme européen à la fois vert et social » pour « sauver l'Europe du mal qui la ronge : la mondialisation libérale ».

Nous nous accordons d'entrée de jeu avec ce que Samir Amin et François Houtart (Amin et HOUTART 2002 : 125) déclarent à travers les condensés du Forum mondial des alternatives : « depuis son intégration dans la mondialisation, l'Afrique subsaharienne traverse une crise structurelle grave. Le sous-continent n'a pas basculé dans la modernité, ni pris en main son destin ». Philip FREMAUX (FREMEAUX, 2003) est pathétique à ce sujet : « Un jugement qui présume que la mondialisation est un processus nécessairement heureux, qui permettrait à chaque pays, via le développement des échanges commerciaux et des flux de capitaux, d'accéder au développement et à la modernité, dans l'ordre qu'on voudra. Toute l'histoire du continent nous raconte pourtant une autre histoire de la mondialisation, moins angélique, une histoire qui illustre combien l'Afrique est depuis des siècles tout sauf oubliée par le reste du monde ».

Olivier BLIN (BLIN O, 2004 : 8) ne s'est pas trompé lorsqu'il évoque l'idée de la pause imposée par les circonstances sur la libéralisation des échanges. Dans le même ordre d'idées





Philip DELMAS et Christoph GUILLEMIN (DELMAS P : 1983) dans un titre éloquent reconnaissent que la stabilisation des prix des matières premières est un dialogue manqué. Ces auteurs reconnaissent en passant que le Tiers-Monde n'est ni le premier producteur, ni le premier exportateur de matières premières. Mais celui qui est le plus touché par l'instabilité de leurs marchés.

La crise dont souffre ces pays et la RDC en particulier serait en partie, lié à ce manque d'adaptation au système économique mondial dont les origines ne datent pas du hier. Certains la situent à la traite de noire en passant par la colonisation pour finir dans cette nouvelle forme de domination économique couverte par le concept de la mondialisation. Cependant la pondération de l'Afrique dans les échanges économiques mondiaux est faible. Mais le continent ne reste pas pour autant à l'écart de la mondialisation. Pour le meilleur que pour le pire.

Ainsi, comme l'a su bien préciser Louis CARTOU (CARTOUT L, 1994 : 53-57) : l'histoire de l'Union Européenne est la résultante de trois communautés : la Communauté Européenne du Charbon et de l'acier, la Communauté Economique Européenne et la Communauté Européenne de L'Energie atomique ; l'Afrique se doit aussi, dans cet élan de communautarisme amorcée il y a quelques décennies, intégrer les accords en matière des minerais, et de toutes les matières premières qui la place potentiellement au sommet des classements mondiaux.

Partant de l'idée que la mondialisation a été implémentée et soutenue par des motivations protectrices des ressortissants des pays *riches* où le consommateur a accès à un éventail plus large de biens (diversité) à un prix plus faible que s'ils étaient fabriqués dans le pays même, les Etats africains et la RDC en particulier fourniraient des efforts pour avoir la maîtrise des minerais, base de tout développement.

La conception unitariste de la mondialisation (village planétaire) ne se réalisera pas dans un contexte mondial marqué par la concurrence des sociétés multinationales, dont les rivalités sur les matières premières créent des conflits, surtout en Afrique et en RDC. Tenant compte du fait que la multinationalisation des firmes répond selon Charles-Albert MICHALET (MICHALET : 2007) à cinq déterminants principaux dont notamment la recherche d'un accès direct aux matières premières, la mondialisation, pour les pays africains, restera pour longtemps unidirectionnelle : exploiter les minerais en Afrique, les emporter dans les pays développés, les revendre aux africains au prix du marché. C'est surtout la conclusion de MICHALET qui est interpellatrice de la situation des minerais d'Afrique : « *les Etats-Nations n'existent plus sur plan économique, face à des entreprises dont la nationalité n'est plus qu'anecdotique* ».



KIBANDA MATUNGILA (KIBANDA 2013 : 91-129), au cours du symposium de Kinshasa sur les ressources minière avait déjà eu l'occasion de mettre la perspective historique sur l'objectif ultime des multinationales au Congo. Il soulignait en particulier, la continuité dans le cadre de la poursuite de l'objectif de privatisation des entreprises publiques détentrices des concessions minières depuis les Programmes d'Ajustements Structurel, la guerre entre multinationales pour arracher les contrats miniers.

Comme nous l'avons eu à le relever ci-dessus, le Rapport sur les ressources minérales et le Développement de l'Afrique de l'Union Africaine (UA 2011 :12) le confirme aussi : *« la course pour l'exploitation et le contrôle des sources des matières premières, notamment les minéraux, était l'une des principales motivations de l'invasion, puis de la partition coloniale de l'Afrique durant le XIX^e siècle »*. Ce système séculier qui a fait la pluie et le beau temps des pays colonisateurs n'a pas changé. Bien au contraire, il a été renforcé par la mondialisation et la financiarisation de l'économie mondiale.

Déconstruire cette logique coloniale et néocoloniale consiste à notre avis, à donner aux africains les moyens de transformer les minerais en Afrique.

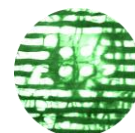
Une analyse de ce genre ne peut mettre fin à toutes les controverses que suscitent les relations économiques internationales inégalitaires imposées par les plus forts. Mais elle peut y aider si on admet dans leur relativité, les paradigmes qui la sous tendent.

La question que nous nous sommes posé est celle de savoir si dans le contexte actuelle de la mondialisation de l'économie, l'exploitation des minerais africains peuvent contribuer au développement de la RDC en particulier et de l'Afrique en général. La réponse négative à cette question est relativement partagée par tous. La démondialisation du secteur minier nous semble être une alternative appropriée pour remettre les produits du secteur au service du développement de la RDC et de l'Afrique.

Les données contenues dans le développement ci-dessous ont été récoltées grâce à la technique documentaire. Les documents officiels nous ont fournis l'essentiel d'informations relatives au secteur minier de la RDC. Les difficultés temporelles et logistiques nous ont cependant empêchés de réaliser des entrevues avec les acteurs nationaux et internationaux du secteur. La subdivision de l'étude est simpliste et comporte, outre la présente introduction et la conclusion, trois points : La pertinence de la demondialisation (I), les paradoxes des scandales minier et de la pauvreté (II) ainsi que les différents scénarii de la demondialisation (III).

I. Pertinence De La Démondialisation Du Secteur Minier

Nous allons à travers les lignes qui suivent, développer un argumentaire en faveur de la « demondialisation » du secteur minier en RDC, en prenant comme appui, la controverse de



sa richesse et de la pauvreté de ses habitants afin de soutenir les propositions pouvant permettre à l'Afrique de s'approprier ses ressources minières pour son développement.

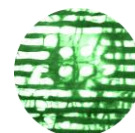
L'Afrique en effet, ne se retrouve pas dans la danse de la mondialisation telle qu'orchestrée par le libéralisme qui serait devenue d'après Thierry de Montbrial (De MONTBRIAL, 2002 :349) une organisation économique fondée sur le marché. Dans cette marche, il est possible de voir qu'il n'y a pas de perspectives économiques meilleures pour l'Afrique sur ce marché mondial où elle ne fait qu'assimiler les effets du commerce mondial.

Quant à la RDC, les ressources minières ont, de tout temps constitué la base de l'économie au point à tel enseigne que son Géant minier de l'époque du monopole fût qualifié de « poumon économique » de la nation. Et, les ressources financières générées par le secteur minier, constituaient le stimulant et le moteur des autres secteurs connexes de l'activité économique nationale qui gravitaient autour des industries minières.

De nos jours, invraisemblablement, le secteur minier n'est que l'ombre de lui-même car, malgré la quantité des investissements enregistrés à son profit l'apport au budget de l'Etat se situe toujours en dessous des estimations, en 2014 ainsi que le déclarait le Directeur Général de l'ITIE (2014 :12/08/ à 23 H) sur la Télévision nationale, RTNC au cours d'un débat télévisé : « les Régies financières ont aligné 214 entreprises minières dont le paiement à l'Etat a été fixé à 854.000 000 \$ ». Chacune de ces entreprises ne contribue en moyenne que pour près de 3.000.000 \$. L'exercice peut être simplifié davantage quand on fait référence à la part du secteur au budget de l'Etat qui est passée de 116,5 à 161,07 millions USD entre 2007 et 2012 (SANAT 2013 :45). *La divergence d'intérêt qu'évoque la Commission économique pour l'Afrique de l'Union Africaine (2011) est éloquent : « En Afrique, on a pendant longtemps considéré comme allant de soi qu'il y a toujours des gagnants et des perdants dans l'exploitation minière ».*

Malheureusement, c'est au sein de ce secteur que les effets de la mondialisation sont le plus vécues. Ceci d'autant plus que le retour de la RDC sur le marché, après des décennies d'isolement suite aux mesures de nationalisation des années 1963-1964, des pillages de la décennie 90 et des guerres conduites par les rébellions débaptisées mouvements politico militaires, ne s'est opéré qu'au travers des minings. Philippe- Alexandre Sondji Mulanza Kating (P A SONDDJI KATING 2014 : 7) le résume bien : « *la Banque Mondiale et le Fond monétaire Internationale décidèrent- après avoir rompu toute collaboration depuis les années 1990-de mettre la relance du secteur minier au cœur de la stratégie de développement du Congo* ». Pour atteindre cet objectif de la mondialisation du secteur, un nouveau code minier favorable à l'implantation des "minings" a été adopté avec des avantages fiscaux ex sang.

Pour un pays laminé par autant d'années de violence sous toutes ses formes : colonisation, dictature, insurrections et rébellions.



Dans cette nouvelle législation, le rôle de l'Etat, en tant qu'opérateur minier est réduit au strict minimum, poussé à faire de la régulation dans un secteur où il était au four et au moulin il y a peu.

En effet, la structure des sociétés multinationales étant caractérisée par l'existence des centres mondiaux et régionaux, des technostuctures assez outillés, il n'y a aucun doute à parier que les services d'impôts sont souvent plongés dans les pétrins si bien qu'au lieu de maximiser le profit de l'Etat régulateur, se fourvoient de temps en temps dans les négociations improductives et des redressements fiscaux qui conduisent à la corruption et finissent par faire perdre des ressources à la nation.

Parce que ce nouveau Code minier a été « imposé » comme condition de l'aide bi et multilatérale, il est tout à fait naturel que les multinationales partenaires des Institutions de Betton Wood, véritables véhicules de la mondialisation de l'économie, avec leurs pays d'origines, participent à la fixation des prix, et, éventuellement à la décision sur les circuits mondiaux de l'extraversion. Passer de la délocalisation de l'exploitation à la relocalisation des avantages liés à la transformation des produits miniers demeurera pour nous, le principe de la demondialisation pour l'Afrique.

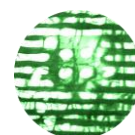
La demondialisation constitue aujourd'hui un effort sollicitée aux penseurs africains de lutter contre les mécanismes de domination avec une meilleure vision de la réalité que celle qu'il y a 50, ans avait alimentés toutes les recettes proposées pour générer le développement (BONGELI YEIKELO E.2011 : 14).

La demondialisation du secteur minier pour l'Afrique en général et la RDC en particulier, devient plus qu'important lorsqu'on examine le paradoxe de la richesse du sous sol et de la faible contribution de ce secteur aux ressources publiques.

En effet, si le programme d'ajustement structurel impliquait l'établissement des prix justes, la garantie de la concurrence, la privatisation et la création des institutions de soutien au marché issues de cette stratégie ont mis en évidence l'inefficacité des recettes développementalistes préparées pour l'Afrique et tous les PVD.

Suite à l'expansion de l'ajustement structurel de 1985 à 1990, la Banque mondiale et le FMI ont eu tendance à exiger des réformes plus ou moins précises et largement semblables pour plusieurs pays engagés dans ce programme.

La vision africaine des mines adoptées par les Chefs d'Etat et de Gouvernement en février 2009 est un effort pour inverser la situation de la pauvreté et le grave déficit infrastructurel de l'Afrique ainsi que la faible voix du continent dans les négociations portant contrats miniers (*l'Union Africaine : 2011*). Cette position deviendra beaucoup plus confortable dans le contexte de la demondialisation.



II. Le Paradoxe Des Scandales Miniers Et De La Pauvrete.

II.1. Rdc Scandale Minier.

Si de la part des maintes auteurs, la RDC est un scandale géologique, c'est notamment parce que ses potentialités minières se présente de la manière qu'indique le rapport de KfW Entwicklungsbank et l'Institut fédéral allemand des sciences de la terre et des matières premières (2007).

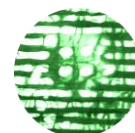
Le Congo Démocratique dispose, dans l'état actuel des connaissances, de 34% de réserves mondiales en cobalt, 6% en cuivre, 7% en étain, 25% en diamant, 25 à 65% en tantale, ainsi que d'un potentiel important en or, uranium et manganèse. D'autres minerais sont également considérables : le chrome, le zinc, le fer et plusieurs d'autres. Ces ressources minières se répartissent sur toute l'étendue du territoire national, avec une forte concentration dans le Katanga : le cuivre et le cobalt, dans le Kivu : l'or et le Coltan et dans le Kasai : le diamant.

Il est à noter que les réserves réelles du pays en ressources naturelles sont nettement supérieures à celles connues jusqu'aujourd'hui, car difficilement évaluables.

Les réserves en diamants sont immenses, quoique leur l'ampleur soit incertaine. Selon les estimations d'United States Geological Survey, les réserves de la RDC en diamant s'élèvent à 500 millions de carats. La part destinée à la joaillerie dans les réserves possibles de la MIBA s'évalue à peine, entre 5 et 8%. En revanche, elle représente 85 % dans les gisements exploités de manière artisanale dans la province du Kasai occidentale.

Dans la province du Katanga, les teneurs en cuivre et en cobalt des gisements se montent en moyenne à 3,5 % de cuivre et 0,35 % de cobalt, un niveau 2 à 8 fois supérieur à celui enregistré généralement dans les gisements sud et nord-américains. Dotée de ressources en cuivre d'environ 70 millions de tonnes-métal, la RDC possède les deuxièmes plus grandes réserves mondiales, directement après le Chili (88 millions de tonnes). En ce qui concerne le cobalt, la RDC occupe la première place avec 5 millions de tonnes, suivie de Cuba (1 million de tonnes) et de l'Australie (0,7 million de tonnes).

Le potentiel de la RDC en pétrole est limité. Les réserves de pétrole brut sont estimées à 25 millions de tonnes. Par rapport à d'autres pays africains producteurs du pétrole, les réserves pétrolières de la RDC, autant que le niveau de leur extraction sont faibles, car elles ne représentent qu'un million de tonnes par an. A titre de comparaison, l'Angola exploite chaque année 61 millions de tonnes de pétrole (2005), ses réserves se montant à environ 1 300 millions de tonnes. Encouragée par les récentes découvertes de pétrole en Ouganda, la RDC s'efforce actuellement de prospecter de nouveaux gisements de pétrole à l'est du pays, le long de la frontière ougandaise. Les réserves de gaz naturel sont également insignifiantes du point de vue économique.



La RDC dispose d'importants gisements de charbon. Si les réserves de charbon dur se montent à 88 millions de tonnes, le total des réserves possibles est nettement supérieur : 720 millions de tonnes. A titre de comparaison, les réserves de charbon de l'Allemagne s'élèvent à 183 millions de tonnes. Le charbon, dont les gisements se concentrent dans la province du Katanga, est utilisé essentiellement comme source d'énergie pour la valorisation et le traitement des minerais bruts.

L'industrie minière et métallurgique, dont les besoins en énergie sont immenses, recourt également à l'énergie hydraulique, et ce depuis déjà l'époque coloniale.

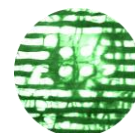
La RDC possède également d'immenses ressources forestières. Les 135 millions d'hectares de forêts qui couvrent près de 70 % de la superficie du pays, représentent plus de 25 % du massif forestier africain. Outre une extraordinaire biodiversité, ces forêts représentent un véritable potentiel économique : près de 60 millions d'hectares de forêts peuvent être exploités commercialement. Selon le ministère congolais de l'Environnement, entre 6 et 10 millions de mètres cubes de bois, dont le bois précieux, pourraient être durablement exploités chaque année.

La RDC dispose d'un potentiel énergétique important et très diversifié, constitué de ressources renouvelables, non renouvelables et en eau.

Les potentialités hydroélectriques sont estimées à 106 000 mégawatts dont 42 % sont concentrés dans le site d'Inga dans la Province du Bas-Congo. Ce potentiel équivaut à 30 millions de tonnes de pétrole par an. En dehors de l'hydroélectricité, les autres sources, notamment thermiques et solaires ne sont ni totalement inventoriées ni suffisamment exploitées.

Cette analyse qui du reste, demeure non exhaustive, suscite depuis toujours une compétition des fortunes mondiales. Collette Braeckman (BRAECKMAN 1998 :160) note que le Congo se trouve au centre d'une véritable compétition pour les matières premières : « une compétition implacable pour l'accès libre et exclusif aux dernières ressources naturelles non encore exploitées de la planète met aux prises les Américains et leurs alliés sud africains, avec des concurrents, parmi lesquels les Allemands et les français. Mais des nouveaux venus s'engagent aussi dans les courses : la Chine, la Malaisie qui se montre de plus en plus désireuse d'investir en Afrique ». La présence de la chine a été effectivement démontré AMNESTY INTERNATIONAL (2013 : 8) : *« les compagnies chinoises sont très présentes dans le Katanga. En 2008, sur 75 entreprises de transformation opérant dans la province, 60 appartenaient majoritairement à des investisseurs ou des entreprises d'origine chinoise, et plus de 90% des minéraux extraits dans la région partaient en chine ».*

La rué vers les minerais de l'Afrique et de la RDC en particulier ne pas sans incidences sur le développement des autres secteurs vitaux de l'économie tels que l'agriculture, la pêche,



l'élevage. Parce que l'exploitation des minerais suis toujours un schéma linéaire tourner vers l'exportation, elle ne peut soutenir ni les autres secteurs ni la croissance.

Etant donné que la géopolitique de l'emplacement des gisements des minerais couvre toute l'étendu de la RDC, il y a fort à parier que les effets néfastes de leur exploitation suivent mutais mutandis cette même cartographie. La logique de l'exploitation se confondant avec le « pillage » des ressources, selon le schéma séculier de l'extraversion de l'économie, toutes les provinces ne sortiront jamais du cycle de la pauvreté dans lequel elles sont plongées aujourd'hui.

La carte ci-dessous indique que toutes les provinces de la RDC sont des sites miniers.

Carte 1: Emplacement Des Gisements De Matières Premières En RDC



Malgré cette bonté naturelle du sous sol, la mauvaise qualité de gouvernance du secteur et les rôles dysfonctionnels des institutions chargées du suivi et évaluation des activités minières ainsi que l'incohérence des politiques publiques en la matière en RDC, ont fait que l'exploitation des gisements miniers n'a pas rompu le cycle de la pauvreté au sein de la majorité de la population.

II.2. Rdc Scandale De La Pauvreté.

Ainsi que nous venons de le présenter ci –dessus, le sous-sol de la République Démocratique du Congo abrite d'énormes gisements des minerais. Malgré cette richesse, la majeure partie de la population des habitants vit dans une extrême pauvreté. Le PNUD n'a pas fournis beaucoup d'effort, pour classer dans son Rapport sur le développement humain pour l'exercice 2013, la RDC au 186^{ème} rang sur 187 pays dont les données étaient disponibles.

Les perceptions de la pauvreté en RDC englobent les dimensions multiples si bien qu'on préfère parler de la pauvreté généralisée car, elles englobent la perception selon le milieu de résidence, la perception selon les provinces et la perception selon les groupes sociaux spécifiques (DSCR draft 3 : 2011).

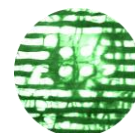
Toujours selon le DSCR draft 3, le profit de la pauvreté en RDC peut se révéler à travers les éléments ci-après :

La pauvreté sévit plus dans les ménages dont le chef est apprenti (80,25%), suivis de ceux dont le chef travaille à son propre compte dans l'informel agricole (75,52 %) et des ménages dont le chef est employé/ouvrier semi-qualifié (71,47 %) ; elle s'avère toute fois moindre chez les aides familiaux, les manœuvres, les agents de maîtrise et les cadres.

Quel que soit le milieu de résidence, la taille des ménages pauvres est plus grande que celle de mieux nantis et le nombre de personnes qu'ils ont à charge y est souvent plus élevé.

Quant au seuil de la pauvreté, Les estimations de la ligne de pauvreté alimentaire, sur base des données de l'enquête 1-2-3 ont évalué celle-ci à 123 070 FC par personne et par an en milieu urbain, soit 307,88 USD, suivant le taux de change moyen de 399,74 USD en 2004 et à 82 755 FC par personne et par an en milieu rural, soit 207,02 USD1.

La somme des lignes de pauvreté alimentaire et non alimentaire donne une situation globale de pauvreté évaluée à 153 265 FC, soit 387,42 USD par personne et par an en milieu urbain et 97 655 FC, soit 244,30 USD par personne et par an en milieu rural.



L'incidence globale de la pauvreté pour l'ensemble du pays est déplorable parce que, l'incidence de la pauvreté (71,34 %) est très élevée, si on la compare à celle d'autres pays d'Afrique centrale. Il en est également de la profondeur (32,23 %) et de la sévérité (18,02 %).

Le développement ci-dessus interroge la conscience nationale en RDC et africaine en général sur la pertinence de l'exploitation minière pour l'Afrique. Ceci donne à penser que l'exploitation des minerais africains sont destinés au développement des pays exploitants.

La demondialisation que nous préconisons s'inscrit dans une dynamique qui met en valeur les potentialités managériales dont dispose le Continent et la RDC en particulier, par l'appropriation de savoir faire dans ce domaine. Cette démarche implique pour les africains, le fait de se forger une volonté politique et socioéconomique de rompre avec le cycle infernal de l'économie mondiale ; de se muer en des communautés de pensées et d'actions stratégiques de manière à faire adhérer les autres. Car, comme le précise MOVA SAKANYI (MOVA 2001 : 293) « *La référence à l'espace permet d'affirmer que les grands peuples sont ceux qui ont le sens de l'espace. Leur esprit s'y déploie et le valorise en fonction de leur dynamique* ».

Le débat autour de la notion de la mondialisation se cristallise de plus en plus, tantôt présentée comme une panacée capable de résoudre les problèmes du monde, tantôt comme un spectre menaçant les emplois, engendrant les crises et touchant gravement à la souveraineté des peuples et des nations (Encyclopédie Encarta : 2009).

Tels, les modèles de développements appliqués en RDC et en Afrique depuis les indépendances, copiés et conçus de/par l'extérieur, on atteint le degré - zénith de leur inefficacité (MOVA SAKANYI : 485), la mondialisation de l'économie, avec ses grands véhicules que sont les sociétés multinationales, ne pourra pas constituer une solution pour le développement de l'Afrique. C'est ici l'occasion pour nous de soutenir, du moins relativement, les scénarii de la demondialisation que nous essayons d'esquisser ci-dessous.

III. Différents Scénarii De La Demondialisation

Contrairement à Arnaud Montebourg (2011), notre démarche pour la remise en cause du libre échange prend en compte des scénarii tels que la renationalisation, la prise de participation majoritaire, la rencontre des milieux d'affaires africains, le développement d'un capitalisme africain, la création des bourses africaines des minerais et autres matières précieuses, le développement d'un leadership politico économique capable de négocier avec le reste du monde.

III.1. La Renationalisation

Etant donné que l'Afrique a déjà expérimenté la nationalisation des entreprises d'économie mixte ou celles appartenant autres fois aux portefeuilles des colonisateurs. La renationalisation des entreprises dénationalisées avec l'envahissement du libre échange et du



tout puissant capitalisme mondial deviendrait une alternative à domination de la mondialisation économique.

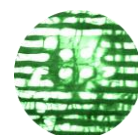
Si les nationalisations des années 1970-1974 avaient opérées sous l'égide des pouvoirs dictatoriaux (et c'est le cas de la RDC), la prochaine étatisation des structures économiques en général et celle du secteur minier en particulier aura l'avantage de se réaliser dans un contexte des régimes démocratiques naissants, où, les lois de renationalisation seront votées par les parlements légitimes, expression de la volonté du peuple. Les pays Africains, à l'instar des russes pour le pétrole et des chinois pour bien des ressources, auront contrôle et décision quant l'orientation des ressources minières.

Les structures de la société civile qui ont déjà une longue expérience en la matière veilleront à ce qu'on ne tombe pas dans les nationalisations/reationalisations nomenclaturistes. Retourner au système dans le contexte de démocratisation de la RDC et de l'Afrique en Général ne sera jamais comparable celles des décennies 70-80, bien qu'en ce temps déjà la part des entreprises publiques des pays comme le Sénégal, le Ghana, le Maroc et la Côte d'Ivoire représentait respectivement 14%, 36,5%, 19,5% et 11% du Produit Intérieur Brut de ces pays². Pour la République Démocratique du Congo, elle représentait plus de 12% (IBRAHIM CHITOU : 191). Ceci démontre à suffisance que si on y met du sérieux, on peut faire des entreprises désormais appartenant à au secteur public, des véritables leviers des économies africaines.

Cependant il importe de prendre en considération les causes ayant été à la base de l'échec des politiques de nationalisation. En effet, plusieurs de ces entreprises devraient prendre charge le poids des actions sociales et elles dépendaient des orientations macro économique de l'Etat tant en matière d'emplois que celui des aspects de la jouissance des dirigeants politiques. En RDC, l'ex zaïre nous avait habitué avec le sponsoring des événements politiques par es entreprises publiques.

Considérant la médiocrité de la contribution du secteur minier au budget de l'Etat, particulièrement en RDC où il se situe à plus ou moins 2,51% (SENAT 2013 :49) depuis près de 5 exercices budgétaires, il est malséant de laisser tout un pays qui dispose des ressources humaines susceptibles de gérer les entreprises, ne dépendre que des redevance minière et droit de sortie fixés respectivement à 2 et 1%, au non du laisser faire et du rôle de régulateur de l'Etat imposé par les partenaires multilatéraux des institutions de Breton Wood.

L'étude du Senat de la RDC que nous venons d'évoqué ci-dessus révélant que le potentiel minier du pays et l'essor de l'industrie minière au vu des résultats des ventes enregistrés ces dernières années (2007-2012), la contribution de 1,03 milliards des dollars américains réalisée ne représente que 2,51% (SENAT : 51), nôtre argumentaire de la « demondialisation » du secteur minier en RDC et en Afrique trouve du réconfort d'autant plus que, les entreprises



publiques du secteur, toute proportion gardée, rapporteront tout ou partie de leurs vente au Trésor public. Les poumons économiques de la nation ne saigneront plus de tous bords. La production des minerais par les entreprises de l'Etat n'a pas que le coté néfaste que les tenants du libéralisme exposent. La RDC et les autres pays africains en général, ont eu à réaliser des percés dans beaucoup des secteurs de la vie socioéconomique grâce à l'exploitation publique du secteur. L'Union Africaine relève à ce sujet que la domination de la production mondiale par les entreprises publiques qui a variée au fil des ans d'un métal à un autre, entre 40% et 60% et qui du reste, a considérablement reculé depuis 1990 de 25%, est loin d'avoir disparu (UA 2011 : 36).

On peut bien chercher les raisons de la perte du Trésor dans la mauvaise gouvernance des politiques publiques en matière des mines mais il est surtout souhaitable de considérer la ruse des sociétés multinationales ainsi que l'opacité des relations économiques internationales.

III.2. La Prise De Participations Majoritaires

A défaut de renationaliser tout ou partie du secteur, la notion de l'Etat fort jadis évoquée pour caractériser les dirigeants dictatoriaux évoluant sous l'abri des puissances des deux blocs (oriental et occidental), doit céder la place à celui des Etats stratèges. La RDC en particulier et les Etats Africains en général doivent cesser d'être des citadelles à siéger pour se transformer en oasis d'investissements.

L'actionnariat est d'un avantage très indiscutable dans le développement des entreprises, et du coup des pays émergents. L'entrepreneur qui devient actionnaire d'une entreprise vise à tirer profit des capitaux surtout à la phase d'expansion de l'entreprise.

De ce qui précède, il convient de rappeler que l'idée de l'Etat entrepreneur ne date pas de nos jours. Même s'il faut reconnaître le primat du libéralisme qui confine l'Etat au rôle de régulateur au nom du principe de l'Etat-minimum. Ce n'est pas le lieu ici de considérer un retour aveugle aux idées de John Maynard Keynes (Keynes : 1936). Mais étant donné qu'il considérait que *l'investissement des entreprises est déterminé par d'autres facteurs importants, comme les nouvelles inventions, l'ouverture de nouveaux marchés, ainsi que d'autres facteurs indépendants du taux d'intérêt*, sa théorie peut également être évoquée dans le cas de l'Afrique. Ces idées qui fondèrent toute la pensée économique du dernier siècle peuvent faire fortune pour l'Afrique qui continue à se rechercher. L'entreprise d'économie dans le nouveau contexte de l'émergence de la bonne gouvernance, sera le creuset d'un actionnariat public éprouvé en faveur du développement de l'Afrique.

Sachant que les lois qui obligeraient les Sociétés Multinationales à ouvrir leurs actions aux nationaux seront étouffées dans l'œuf, l'Etat se déploiera à réaliser cette politique au travers des entreprises d'économie mixte.



III.3. La Rencontre Des Milieux D'affaires Africains

Cette rencontre favorisera le développement des idées africanistes dans le domaine minier et de leurs dépendances.

Tenant compte du fait que l'Afrique regorge de nos jours, des hommes d'affaires assez fortunés évoluant dans divers domaines, principalement du commerce et de la petite et moyenne entreprise, PME, il est possible de les fédérer autour de l'exploitation minière et des avantages y relatifs. Les petites entreprises ayant les capacités de prendre les risques que les grandes entreprises ne prennent pas, il y a lieu de sensibiliser les investisseurs africains de l'enjeu minier et de toutes les réformes en vigueur en la matière.

Lorsque les Présidents des pays développés se déplacent, leurs suites sont constituées des hommes politiques et surtout des investisseurs qui, en marge des meetings politiques signent des contrats d'investissements avec les entreprises des pays hôtes. C'est ce que nous voulons aussi savoir de l'Afrique et de la RDC.

La (les) rencontre (s) des milieux d'affaires africains participent à la mise en place d'une triangulation gagnante impliquant le pouvoir, le savoir et l'économie. Le pouvoir se chargerait comme toujours des orientations, de la régulation et de l'appui tandis que le savoir renforcé par l'appui du pouvoir se mettra au service de l'économie, en termes des recherches d'explorations, d'inventivité et de main d'œuvre qualifiée. L'économie ne se limitant pas uniquement à l'utilisation des connaissances produites par le milieu scientifique, peut inévitablement soutenir le pouvoir politique et la recherche scientifique. C'est cela pour nous, un dialogue social productif.

III.4. Le Développement D'un Capitalisme Africain.

Parce qu'il y a des milliardaires africains, il convient de favoriser les initiatives qui les amèneraient à s'associer afin de créer des sociétés multinationales africaines.

L'Afrique en effet, ne manque pas des hommes d'affaires et cadres des entreprises. Ils sont nombreux qui amassent des milliards de dollars. Le Magazine Forbes Afrique ne cesse de les plébisciter dans ces différentes parutions. On peut croire, sans peine d'être contredits que, tous les pays africains, à l'instar de la RDC qui dispose d'une Fédération des entreprises du Congo, FEC, disposent aussi des organisations patronales mais comme en RDC, beaucoup d'exploitants individuels évolueraient en marge de ces structures combien importantes pour les investissements.

En ce moment où, l'Afrique tout entière vibre au rythme du "Doing Business", l'hyper médiatisé climat des affaires et de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique, du Droit des Affaires, l'OHADA, il serait absurde que les entreprises africaines soient hors d'un jeu qui



se joue sur leur propre terrain. Au lieu de se constitué en foule des supporters, il importe qu'un groupe d'élites financières entre dans le jeu de la concurrence mondiale.

En ce qui concerne l'amélioration du climat des affaires, la RDC, depuis le décret n° 065//2002 du 05 juin 2002 portant création d'une Agence Nationale pour la Promotion des Investissements ANAPI, est passé à la vitesse de croisière par la mise en place d'un Comité de Pilotage pour l'Amélioration du Climat des Affaires et des Investissements (CPCAI) ainsi que par la création du Guichet Unique (DECRET N° 12/045 DU 01 NOVEMBRE 2012)

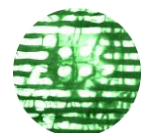
Par cette structure, la RDC a fourni un effort considérable pour faciliter la création des entreprises et donc, réduit les formalités à remplir par les investisseurs qui se déclinent en ces termes :

- Interlocuteur unique;
- Regroupement de toutes les procédures requises au sein du Guichet Unique ;
- Formulaire unique;
- Paiement unique;
- Accomplissement de toutes les formalités de création d'entreprise au Guichet Unique en 3 jours maximum et à un coût d'USD 120.

Si le climat des affaires renvoi aux seuls avantages temporels et fiscaux accordés aux investisseurs étrangers, le processus, aussi attrayant soit –il, ne servira que les grandes entreprises multinationales étrangères. Or, ainsi que le soutiennent MUFUNGIZI et Alexa *Les petites et moyennes entreprises (PME) sont la pierre angulaire de toute économie. Elles fournissent des emplois et des revenus aux individus et les revenus, à leur tour, rendent les services de base et la sécurité sociale abordable pour la population. Les PME sont importantes dans toute stratégie de réduction de la pauvreté et, en raison de nombreux liens, elles sont également centrales quant à restructuration d'une économie florissante* (Alice MUFUNGIZI et Alexa TIEMANN : 335).

Le capitalisme devra se nourrir, comme partout ailleurs, des efforts et expertises conjugués de tous (pouvoirs, haute finance internationale, banques d'investissements). L'insuffisance des capacités et expertises financière qui font défaut en Afrique jusqu'à ce jour peut être corrigée dans le feu de l'action.

Il sera possible d'encadrer les différentes formes d'accumulation à l'échelle continentale sans trop s'engager dans le débat entre la domestication ou non du capitalisme mondiale qu'auréole la mondialisation. L'Afrique étant subdivisée en plusieurs régions économiques, il y est assez facile, avec la détermination et le développement du leadership dans cette espace importante



du monde, de produire l'intégration économique. Comme l'ont su bien rappeler François KABUYA et Omer TSHIUNZA (KABUYA KALALA et TSHIUNZA MBIYE, 2010 :13) : *tablant sur le modèle de l'Union monétaire européenne, plusieurs pays ont adopté des critères de convergence macroéconomique pour encourager les Etats membres à harmoniser davantage leurs politiques monétaires et budgétaires. Tel est le cas de CEDEAO, de la CEMAC, de l'EAC, de la SADC et de l'UEMOA.*

Du point de vue de sa situation géographique, le fait que la RDC partage la frontière avec neuf pays et, se situe au cœur de l'Afrique, ses ressources minières, exploitées en mode de gouvernance publique ou privé, trouveront toujours des débouchés. Les produits issus de leur transformation serviront à l'Afrique toute entière. Les idées de l'étroitesse du marché et de l'incapacité d'absorption tomberont elles-mêmes devant la tempête de la demande. Car, ce continent des brousses et des villages, des sentiers et des érosions a soif de la modernité : Villes, cités, chemins de fer, Tramways, métro, infrastructures socioculturelles sont attendus sont tant attendus. Ils ne peuvent pas être acquis dans le contexte économique actuel dont les origines sont plus vieilles que l'Afrique elle-même.

III.5. La Création Des Bourses Africaines Des Minerais Et Autres Matières Précieuses

La spéculation financière est de nos jours, la nouvelle religion de l'économie du Nord et, dans une moindre mesure, du sud aussi. Ses temples communément appelées places boursières sont devenues, de New York à New Delly en passant par Pékin, des lieux de rencontre des experts financiers, qui enregistrent les cotations, exactement comme le font les fidèles/croyants lors du culte. On sonne à l'ouverture et à la clôture, puis les membres présents applaudissent.

L'Afrique ne se manifeste pas. Les raisons probables de cette absence, sont entre autres, comme l'annonçait la Radio France Internationale, (RFI, Afrique matin 2014 : 27/08, 7H45) « *L'Afrique connaît une carence des experts financiers et comptables* ». Suite à cet obstacle, notre continent semble être quasiment exclu de la spéculation financière mondiale. Cependant, considérant les efforts de maîtrise des nouvelles technologies et de l'information et de la communication observés dans la sous-région, il y a lieu de soutenir qu'on n'est pas si loin du bout du tunnel dans ce domaine. Abordant dans le même optique, Babacar NDIAY (NDIAY 2004 : 81) notait déjà en son temps que : « *l'Afrique subit cette spéculation outrancière sans réagir, d'une part il n'y a en Afrique aucun marché organisé de matière première, alors qu'elles y sont produites*

III.6. Le Développement D'un Leadership Politico Economique Capable De Négocier Avec Le Reste Du Monde

Le leadership évoquée ici n'est pas celui qui consiste à donner des prix et titres honorifiques aux africains qui excellent dans différents secteurs socioéconomiques. Il consiste en un mouvement d'émancipation d'ensemble qui devra déboucher sur une prise de conscience des



intérêts économiques africains. ». Les idées soutenues par les auteurs panafricanistes, en l'occurrence comme celles d'Ali MAZRUI (MAZRUI : 2005) sur l'essor, le déclin et la relance du pan africanisme sont très considérables dans la perspective du développement du leadership africain. Le leadership peut partir d'un pays pour couvrir les autres ou d'un groupe d'élites éclairées comme ceux des indépendances.

L'Afrique fait face à des défis uniques en matière de santé, d'environnement et d'agriculture, d'éducation, d'économie qui exigent des solutions africaines. Au fait tout ce que nous avons envisagé dans cette modeste réflexion conduit à l'édification du leadership africain.

Engager toute une communauté dans un mouvement d'émancipation économique pour le développement n'est pas chose facile. La théorie développementaliste insiste sur les éléments qui profilent déjà dans bien des pays d'Afrique à savoir : la culture politique, la participation des citoyens à la vie politique, l'amélioration de l'appareil étatique, la repartition équitable des revenus.

Si l'Afrique avait parlé d'un même langage pour rompre avec la colonisation, bien que cette décolonisation ait pris des ampleurs tout à fait différentes d'une partie du Continent à une autre, les opportunités des créer des structures, cadres de concertation et d'harmonisation des points de vues économiques face à la domination des acteurs de la mondialisation ne sont pas impossibles. Il suffira qu'à partir de travaux portant sur des cas concrets et situés, de réfléchir sur des concepts, les acquis et les effets de la mondialisation en Afrique.

Parce que l'élite qui est au cœur de tous les événements fastes et néfastes qui arrivent en Afrique : *« A toutes les époques, les malheurs du continent ont aussi tenu à la trahison d'une partie de ses élites. L'esclavage n'aurait pas été une industrie aussi florissante si les royaumes côtiers n'en avaient pas tiré profit »* (<http://www.alternatives-internationales.fr/la-mondialisation-vue-d-afrique>), il est important de viser l'élite économique africaine, de l'associer aux activités du CODESRIA et aux autres forums économiques, mais surtout de les former. Autant, les pays africains accordent des bourses d'études aux jeunes afin qu'ils constituent la crème intellectuelle d'avenir, autant et du même coup les efforts devront être orientés vers le renforcement des capacités des hommes d'affaires, petits ou grands, associés et individuels.

Le développement du leadership africain ainsi que l'appropriation, au terme de la demondialisation, par les Etats africains du secteur minier, accroîtront à coup sûr, la part de ce secteur dans les budgets nationaux en général et à celui de la RDC en particulier. Ceci expliquant cela, le développement pourra être amorcé.



Conclusion

Cette étude a consisté en une sorte de remise en question de la mondialisation du secteur minier en République Démocratique du Congo en particulier et en Afrique en général. Nous n'avons pas voulu nous engager dans le débat anti /altermondialiste. Car, cela nous amènerait à la sempiternelle question de l'ouverture ou non des économies africaines.

Il ne s'agit pas non plus d'une remise en question totale des acquis de la mondialisation et de l'ouverture. Il nous a semblé opportun de réfléchir, sur les pas de Valden Bello et d'Arnaud de Montebourg, sur les voies et moyens d'appliquer la démondialisation dans un secteur vital pour le développement de tous les pays d'Afrique en général et de la RDC en particulier.

Les arguments que nous avons développés dans le texte sont tout à fait relatifs à notre prise de position sur le secteur minier et, de ce fait ne sauront en aucun moment, être considérés comme paroles d'évangiles. Néanmoins les inquiétudes soulevées quant au faible apport de ce secteur au développement des pays où se réalisent l'exploitation (RDC particulièrement), sont vérifiables et donc, peuvent constituer des raisons de soutien à la présente réflexion.

Notes De Références

AMNESTY INTERNATIONAL, 2013 : *Pertes et profits, exploitation minière et Droits Humains dans le KATANGA, en République Démocratique du Congo*,.

BLIN O., 2004 : *L'organisation mondiale du commerce*, Ed. Ellipses.

BONGELI YEIKELO YA ATO E : 2011, *La mondialisation l'occident et le Congo-Kinshasa*, L'harmattan.

COMMISSION ECONOMIQUE pour L'AFRIQUE de L'UNION AFRICAINE, 2011.

DELMAS et GUILLEMIN, 1983 : *La stabilisation des prix de matières premières, un rendez-vous manqué*, Ed. Economica.

FREMAUX P : 2003, « La mondialisation vue d'Afrique » in *Alternatives Internationales* n°011 novembre 2003, téléchargé à Kinshasa, le 30/08/2014 sur <http://www.alternatives-internationales.fr/la-mondialisation-vue-d-afrique>.

IBRAHIM CHITOU, 1991 : *La privatisation des entreprises du secteur moderne en Afrique*, Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris 1.

KABUYA KALALA F. et TSHIUNZA MBIYE O., 2010 : « Communautés économiques régionales : quelles stratégies d'intégration » in *Chaiers économiques et Sociaux*, VOL.XXVII. Novembre 2010, pp5-22.





KEYNES J.M. 1935 : *La Théorie Générale de L'emploi, de L'intérêt Et de La Monnaie*, Encyclopédie Encarta, 2009.

KIBANDA MATUNGILA, 2013 : « Les ressources stratégiques comme fondement économique des guerres de Balkanisation de la RDC » in KANKWENDA J. et MUKOKA F, *La République Démocratique du Congo face au complot de balkanisation et d'implosion*, Ed. ICREDES, Kinshasa.

MAZRUI A, 2005: "Pan-Africanism and the intellectuals: rise, decline and revival" in Thandika Mkandawire *African intellectuals: rethinking politics, language, gender and development*, Ed. Zed & CODESRIA.

MICHALET C. A., 2007 : *Mondialisation la grande rupture*, Ed. La DECOUVERTE.

MONTBRIAL T., 2002 : *L'action et le système du monde*, PUF.

MUFUNGIZI A. et TIEMANN A. « Le secteur privé-gouvernance-croissance et contraintes » in *Résilience –d'un- géant- africain, Travaux d'analyse de la Banque Mondiale, autorisé en vertu du code p106432*.

NDIAY B : 2004, « L'Afrique et la financiarisation de l'économie mondiale : Quelles alternatives au-delà de la marginalisation et de la victimisation » in Bulletin du CODESRIA, N°1 &2, 2004, pp 79-81.

PNUD, 2013 : *Rapport sur le Développement humain*.

Radio France Internationale 2014 : Afrique matin du 27 août à 7H45).

RDC/MINISTERE DU PLAN, 2011 : *Document de la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté 2, Draft 3.*» Kinshasa,.

SAKANYI MOVA 2001 : *Congo : survie et grandeur. Parue d'une géopolitique nouvelle dans la mondialisation*, éd. SAFARI, Kinshasa.

SENAT, 2013 : *Etude analytique sur la contribution du secteur minier au budget de l'Etat*.

SONDJI MULANZA KATING P.A., 2014 : *Le projet de révision du Code minier de la RDC : de l'incitation à la dissuasion*, EGMONT Papers.

UNION AFRICAINE, 2011 : *Les ressources minières et le développement de l'Afrique*, Addis-Abeba, Ethiopie.

